Seuls 14 % des Français se disent favorables à ce que la Ve République soit maintenue telle quelle

05/05/2023 à 17h34



Le débat se déplace. La difficile réforme des retraites entraîne de nombreuses questions, sur notre rapport au travail par exemple, et souligne de nouveaux enjeux, comme celui de la réforme des institutions. Une partie de la classe politique ne cesse de clamer sa volonté de passer à autre chose, avec plus ou moins de verve, à l'image de Jean-Luc Mélenchon et de son « à bas la mauvaise République », prononcé en marge du défilé parisien du 1er mai. Dans le sillage de ces diatribes, une majorité de Français se montre aujourd'hui critique à l'égard de la Ve République. C'est en tout cas les enseignements du sondage mené par YouGov pour Le HuffPost tout début mai, au lendemain de la treizième journée de contestation du projet phare d'Emmanuel Macron.

Dans le détail, 64 % des Français se disent favorables à une réforme des institutions. Le chiffre grimpe à 75 % auprès des électeurs proches du Rassemblement national et de ceux de la NUPES. Plus surprenant, cette tendance est partagée par une part non négligeable des sympathisants du parti du président de la République (45 %.) Le signe que les débats de ces dernières semaines laissent des traces, au-delà des enjeux

sociaux.

La constitution de la Ve République, rédigée en 1958 pour le Général de Gaulle pendant la guerre d'Algérie, maintes fois remaniée et critiquée par ses détracteurs pour le pouvoir qu'elle accorde au chef de l'État, ne satisfait plus les Français dans ses contours actuels. Selon notre étude, seuls 14 % d'entre eux estiment qu'elle doit être maintenue telle quelle. Au contraire, 67 % veulent la voir « reformée » ou « structurellement modifiée. »

De quoi encourager Emmanuel Macron à avancer sur ce chantier-là ? Candidat à sa réélection, il avait promis de créer une « commission transpartisane » pour rénover les institutions mais son lancement n'a cessé de prendre du retard. Force est de constater désormais que le sujet n'est pas prioritaire dans l'agenda d'un chef de l'État qui cherche à tourner la page des retraites à travers des mesures « *du quotidien.* »

Le locataire de l'Élysée a bien donné quelques pistes, fin avril, dans Le Parisien, en évoquant une « *vraie décentralisation* », puis en interrogeant la possibilité d'ouvrir le référendum d'initiative partagée, d'aboutir à plus de proportionnelle aux législatives, ou d'« *aller vers un règlement des assemblées qui évite le blocage.* » Aucune trace, en revanche, de ces discussions dans la feuille de route de la Première ministre pour les « *100 jours d'apaisement* » (et au-delà).

Surtout, rien ne garantit à Emmanuel Macron le soutien des Français sur les changements qu'il prône. Candidat, il avait défendu le septennat comme un « *bon rythme* », ce qu'il n'a pas repris depuis. **Selon notre sondage, 66 % des Français sont opposés à ce retour aux sept ans de mandat. Comme ils sont massivement opposés (72 %) à l'autorisation pour les députés et les sénateurs de cumuler les mandats, une piste qui revient souvent dans le débat, et que le chef de l'État avait évoquée, là aussi, avant sa réélection.**

La tendance du côté des Français est plutôt à renforcer le poids du Parlement ou, en tout cas, à réduire les pouvoirs de l'excécutif. Les Français sont ainsi favorables à la suppression de l'article 49.3 de la Constitution (56 %), ce joker qui permet au gouvernement de faire passer une loi sans le vote de l'Assemblée nationale.

Le signe, là aussi, d'un ressentiment durable à l'égard de ce que les opposants à la réforme qualifie de « *passage en force* » sur les retraites. Emmanuel Macron, lui, ne semble pas enclin à remettre en cause cet outil toujours décrié par les oppositions mais largement utilisé par les gouvernements successifs, de droite et de gauche. Le président l'a défendu dans son entretien fleuve au Parisien, notamment « p*our éviter que le débat ne se prolonge face à l'obstruction parlementaire*. » Et de rappeler que « l*a dissuasion nucléaire française a été instituée par le général de Gaulle et Michel Debré par un 49.3.* » De quoi donner une nouvelle vie aux mots du pouvoir en mai 68 : « *la réforme oui, la chienlit non.* »

huffingtonpost